

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS**GENERAL LEASING**

Siège social : Rue du Lac d'Annecy Les Berges du Lac 1053 Tunis

La société GENERAL LEASING, publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 Décembre 2005 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 30 juin 2006. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes, M. Ahmed MANSOUR.

BILAN ARRETE AU 31/12/2005

(exprimé en dinars)

	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u> PROFORMA
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations incorporelles	156 136	155 456
Moins : amortissements	<u>(154 452)</u>	<u>(136 815)</u>
	<u>1 684</u>	<u>18 641</u>
Immobilisations utilisées par la société	4 346 896	3 799 398
Moins : amortissements	<u>(853 619)</u>	<u>(604 996)</u>
	<u>3 493 277</u>	<u>3 194 402</u>
Immobilisations destinées à la location	269 866 248	273 998 422
Moins : amortissements	<u>(167 826 891)</u>	<u>(152 464 632)</u>
Moins : provisions	<u>(10 678 798)</u>	<u>(7 454 139)</u>
	<u>91 360 559</u>	<u>114 079 651</u>
Immobilisations financières	1 022 000	1 691 000
Moins : T.P. non libérés	0	(224 250)
Moins : provisions	<u>(83 384)</u>	<u>(15 877)</u>
	<u>938 616</u>	<u>1 450 873</u>
Total des actifs immobilisés	<u>95 794 136</u>	<u>118 743 567</u>
Autres actifs non courants	<u>397 990</u>	<u>443 686</u>
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	<u>96 192 126</u>	<u>119 187 253</u>
ACTIFS COURANTS		
Clients et comptes rattachés	30 444 749	23 979 247
Moins : provisions et produits réservés	<u>(18 868 321)</u>	<u>(15 564 524)</u>
	<u>11 576 428</u>	<u>8 414 722</u>
Acheteurs factorés	4 222 082	4 637 402
Moins : provisions	<u>(506 637)</u>	<u>0</u>
	<u>3 715 445</u>	<u>4 637 402</u>
Autres actifs courants	2 479 142	5 173 258
Moins : provisions	<u>(496 198)</u>	<u>(381 284)</u>
Placements et autres actifs financiers	8 500 000	0
Liquidités et équivalents de liquidités	5 102 751	11 521 124
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	<u>30 877 567</u>	<u>29 365 222</u>
TOTAL DES ACTIFS	<u>127 069 693</u>	<u>148 552 475</u>
ENGAGEMENTS HORS BILAN	19 902 355	26 396 136

	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u> PROFORMA
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	10 000 000	10 000 000
Réserve légale	574 635	574 635
Autres réserves pour risques divers	0	0
Effets des modifications comptables	(662 188)	(662 188)
Autres capitaux propres	4 675 000	4 675 000
Actions rachetées	(70 461)	(27 450)
Résultats reportés	(5 215 072)	92 537
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	<u>9 301 914</u>	<u>14 652 534</u>
Résultat Net de la période	(4 646 436)	(5 307 609)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	<u>4 655 478</u>	<u>9 344 925</u>
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts	81 756 266	90 236 439
Provisions	25 334	5 506 296
Autres dettes	3 742 361	
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	<u>85 523 961</u>	<u>95 742 735</u>
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 090 502	1 646 235
Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	817 717	1 015 849
Autres passifs courants	6 661 217	5 760 669
Concours bancaires et autres passifs financiers	28 320 818	35 042 062
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	<u>36 890 254</u>	<u>43 464 815</u>
TOTAL DES PASSIFS	<u>122 414 215</u>	<u>139 207 550</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	<u>127 069 693</u>	<u>148 552 475</u>

ETAT DE RESULTAT ARRETE AU 31/12/2005

(exprimé en dinars)

	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u> PROFORMA
Revenus brut de leasing	58 085 253	59 434 031
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(47 907 253)	(46 826 516)
Autres produits d'exploitation	85 518	2 584 285
Charges financières	(8 188 782)	(8 622 701)
REVENUS NETS DE LEASING	<u>2 074 736</u>	<u>6 569 099</u>
Commissions de factoring	206 064	279 281
Intérêts de financement	422 777	380 822
REVENUS DE FACTORING	<u>628 841</u>	<u>660 103</u>
TOTAL DES REVENUS	<u>2 703 577</u>	<u>7 229 202</u>
Reprises sur provisions	1 259 036	1 327 522
Charges de personnel	(1 150 875)	(1 206 827)
Dotations aux amortissements	(468 644)	(406 759)
Dotations aux provisions	(6 412 531)	(6 103 257)
Dotations aux provisions / acheteurs	(442 120)	0
Dotations aux provisions pour autres risques	(25 334)	(5 506 296)
Autres charges d'exploitation	(725 807)	(727 954)
RESULTAT D'EXPLOITATION	<u>(5 262 698)</u>	<u>(5 394 369)</u>
Produits des placements et participations	369 608	117 538
Autres gains ordinaires	339 185	229 734
Autres pertes ordinaires	(24 986)	(82 698)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	<u>(4 578 891)</u>	<u>(5 129 795)</u>
Impôts sur les bénéfices	(67 545)	(177 814)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT	<u>(4 646 436)</u>	<u>(5 307 609)</u>
Eléments extraordinaires		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	<u>(4 646 436)</u>	<u>(5 307 609)</u>
Effets des modifications comptables	0	(662 188)
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	<u>(4 646 436)</u>	<u>(5 969 797)</u>

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2005

(exprimé en dinars)

	<u>PERIODE AU</u> <u>31/12/2005</u>	<u>PERIODE AU</u> <u>31/12/2004</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Encaissements reçus des clients	52 882 884	92 874 237
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(1 904 521)	(1 939 891)
Intérêts payés	(7 211 625)	(8 478 112)
Impôts et taxes payés	(146 466)	(34 465)
Autres flux de trésorerie	(1 152 931)	(517 141)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	<u>42 467 341</u>	<u>81 904 628</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(32 812 784)	(82 313 670)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	59 949	129 515
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	(450 000)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	<u>(32 752 835)</u>	<u>(82 634 155)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements suite à l'émission d'actions		
Dividendes et autres distributions	0	(600 000)
Encaissements provenant des emprunts	43 259 000	66 916 500
Remboursement d'emprunts	(59 391 879)	(53 915 291)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>(16 132 879)</u>	<u>12 401 209</u>
Variation de trésorerie	<u>(6 418 373)</u>	<u>11 671 682</u>
Trésorerie au début de l'exercice	11 521 124	(150 558)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	5 102 751	11 521 124

NOTES AUX ETATS FINANCIERS**NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE**

La société « GENERAL LEASING » est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994.

Le capital social s'élève à DT : 10.000.000, divisé en 1000.000 actions de DT : 10 chacune.

La société a pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

La société est régie par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing et la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

De même, la société est soumise aux dispositions des articles 16 à 18 de la loi de finance pour la gestion 2001 et relatifs au traitement des amortissements financiers .

Depuis juin 2002, un nouveau département de factoring au sein de GENERAL LEASING a été mis en place et il est entré en exploitation en juillet 2002 .

Cette activité de factoring a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000 .

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, à l'exception de la convention de la prééminence du fond sur la forme.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

* Immobilisations exploitées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux retenus sont les suivants :

- Constructions	20 ans	5%
- Logiciels	3 ans	33%
- Matériel de transport	5 ans	20%
- Installations générales	10 ans	10%
- Mobilier de bureau	10 ans	10%
- Matériel informatique	6 2/3 ans	15%

* Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées aux actifs du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, contractuelle.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre, de le sous louer ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail.

Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer échu.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

* Emprunts

Le principal des emprunts contractés est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

* Politique de provisions

Les provisions sont déterminées selon les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n°91/24 émise par la Banque Centrale de Tunisie en date du 17/12/1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées en appliquant les taux de provisions par classe sur les risques bruts diminués des produits réservés, de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur intrinsèque du bien en leasing.

→ Les classes sont au nombre de cinq :

Taux de provisions par classe

A : actifs courants	--	--
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	--	--
B2 : actifs incertains		20%
B3 : actifs préoccupants		50%
B4 : actifs compromis		100%

→ Les garanties réelles : elles comprennent :

- les cautions bancaires
- les actifs financiers affectés
- les dépôts de garantie
- les hypothèques inscrites

→ La valeur du matériel en leasing :

- Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge , autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge.
- Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring toutefois :

Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.

Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :

- des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé
- des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

* Comptabilisation des revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont constatés en produits au fur et à mesure que des impayés sont enregistrés pour des créances non classées.

Certaines relations classées B2, B3 ou B4 peuvent faire l'objet d'enregistrements d'intérêts de retard. Ceux-ci sont imputés directement au bilan en produits réservés .

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés B2, B3 ou B4 et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire BCT 91/24 du 17/12/1991 .

* Note sur les états financiers 31/12/2004 présentés en proforma

Au 31/12/2005, des corrections ont été opérées sur certaines opérations passées par pertes au 31/12/2004 alors qu'elles auraient dues être maintenues à l'actif tout en étant totalement provisionnés.

Pour les besoins de la comparabilité des états financiers, une nouvelle présentation des rubriques comptables concernées est arrêtée comme suit :

	31/12/2004 initial	31/12/2004 proforma
<u>1- Au niveau du résultat</u>		
1-1 Dotations aux provisions	5 343 490	6 103 257
1-2 Autres pertes ordinaires	842 466	82 698
<u>2- Au niveau du bilan</u>		
2-1 Immobilisations destinées à la location	272 614 523	273 998 422
2-2 Amortissements financiers	-152 099 067	-152 464 632
2-3 Clients et comptes rattachés	23 951 182	23 979 247
2-4 Provisions et produits réservés	-14 804 757	-15 564 524
2-5 Autres actifs courants	5 418 229	5 173 258
2-6 Autres Passifs courants	5 719 009	5 760 669

* Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005 (exprimé en dinars)

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles englobent exclusivement le coût d'acquisition des logiciels.

Ces immobilisations sont amorties sur une durée de trois ans selon le mode linéaire.

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	2005	2004
Coût d'acquisition des logiciels	156 136	155 456
Amortissements cumulés	(154 452)	(136 815)
Valeur comptable nette	1 684	18 641

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
TABLEAU DES IMMOBILISATIONS UTILISEES PAR LA SOCIETE
AU 31 DECEMBRE 2005

(exprimé en dinars)

Note 4 :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes						Amortissements					Valeur comptable nette	
		Début de période	Acquisitions	Transfert	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Mise en rebut	Fin de période		
Terrain	-	752 479	488 000				1 240 479							1 240 479
Construction	5%	1 970 973	67 949				2 038 922	195 633	99 107				294 740	1 744 183
Matériel de transport	20%	389 943	31 153				421 096	127 706	80 337				208 043	213 053
Installations générales	10%	207 418	6 512				213 930	67 646	22 561				90 207	123 723
Mobilier de bureau	10%	184 866	3 062				187 928	87 657	16 268				103 925	84 003
Matériel informatique	15%	233 770	10 771				244 541	126 354	30 350				156 704	87 837
Immobilisations en cours		59 949			59 949		0							0
TOTAUX		3 799 398	607 446	0	59 949	0	4 346 896	604 996	248 622	0		853 618	3 493 277	

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION (RETRAITEE)

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amort./Prov.</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	269 739 621	(167 826 891)	101 912 730
- Immobilisations en cours	126 627		126 627
<u>Moins : Provisions</u>		<u>(10 678 798)</u>	<u>(10 678 798)</u>
<u>Totaux</u>	<u>269 866 248</u>	<u>(178 505 689)</u>	<u>91 360 559</u>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amort./Prov.</u>	<u>Valeur nette</u>
<u>Soldes au 31 Décembre 2004</u>	272 614 524	(152 099 068)	120 515 456
- Immob. suite à la modification comptable	1 383 899	(365 565)	1 018 334
<u>Moins : Provisions</u>		<u>(7 454 139)</u>	<u>(7 454 139)</u>
Additions de l'exercice			
- Investissements	27 650 688		27 650 688
- Consolidations	208 054		208 054
- Relocations	1 966 842		1 966 842
- Matériel en Attente	7 824 246		7 824 246
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(20 587 270)	20 503 528	(83 742)
- Cessions anticipées	(16 445 783)	10 509 365	(5 936 419)
- Replacement	(4 748 952)	1 961 755	(2 787 196)
Régularisations		(429 654)	(429 654)
<u>Amortissements de l'exercice</u>		<u>(47 907 253)</u>	<u>(47 907 253)</u>
<u>Moins : Provisions</u>		<u>(3 224 658)</u>	<u>(3 224 658)</u>
<u>Soldes au 31 Décembre 2005</u>	<u>269 866 249</u>	<u>(178 505 689)</u>	<u>91 360 560</u>

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	2005	2004
Titres immobilisés	1 022 000	1 691 000
Dépôts et cautionnements versés	<u> </u>	<u> </u>
Montant brut	<u>1 022 000</u>	<u>1 691 000</u>
A déduire :		
Versements restant à effectuer sur titres de participation		
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés	<u> </u>	<u>(224 250)</u>
Montant libéré	<u>1 022 000</u>	<u>1 466 750</u>
A déduire :		
Provisions pour dépréciation	<u>(83 384)</u>	<u>(15 877)</u>
Montant net	<u>938 616</u>	<u>1 450 873</u>

NOTE 7: AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants englobent principalement les frais d'émission d'emprunt.

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	2005	2004
Charges à répartir	1 248 153	1 091 464
Résorptions cumulées	(850 163)	(647 778)
Valeur comptable nette	<u>397 990</u>	<u>443 686</u>

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (RETRAITEE)

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	2005	2004
Clients	30 444 749	23 979 182
Clients suite à la modification comptable		28 065
- Prélayers à facturer		
Dépôts et cautionnements reçus	0	(9 000)
Avances sur Valeurs Résiduelles	0	(19 000)
Montant brut	<u>30 444 749</u>	<u>23 979 247</u>
A déduire :		
- Provisions (*)	(12 944 118)	(9 849 739)
- Provisions suite à la modification comptable		(759 767)
- Produits réservés	(4 127 010)	(3 744 646)
- Produits réservés sur intérêts de retards des relations classées	(1 797 193)	(1 210 372)
Montant net	<u>11 576 428</u>	<u>8 414 722</u>
(*)		
Provisions Totales	(23 531 456)	(17 208 536)
Provisions sur encours reclassées	<u>10 587 338</u>	<u>7 358 797</u>
	<u>(12 944 118)</u>	<u>(9 849 739)</u>

NOTE 9 : COMPTES COURANTS DES ADHERENTS ET COMPTES DES ACHETEURS

L'analyse des comptes courants des adhérents se présente comme suit :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Comptes des acheteurs factorés		
- Comptes des acheteurs locaux	4 222 082	4 637 402
Montant brut	(A) <u>4 222 082</u>	<u>4 637 402</u>
A déduire		
- Provisions	(442 120)	0
- Produits réservés	(64 517)	
<u>Montant net</u>	<u>3 715 445</u>	<u>4 637 402</u>
Comptes des adhérents		
- Fonds de garantie	817 716	1 015 849
<u>Sous total</u>	(B) <u>817 716</u>	<u>1 015 849</u>
<u>Financement des adhérents</u>	(A) - (B) <u>3 404 366</u>	<u>3 621 553</u>

Note 10 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Avances et acomptes au personnel	54 340	77 151
- Autres créances sur le personnel	0	3 650
- Etat, retenues sur placements et autres produits	0	0
- Etat, crédit de TVA Gelée	1 256 707	1 256 707
- Etat, crédit de TVA	0	1 816 243
- Etat, crédit de TCL	10	
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	252 940	0
- Autres comptes débiteurs	513 759	1 032 536
- Compte courant Gis	1 389	7 596
- Compte d'attente	0	0
- Charges constatées d'avance	41 306	99 280
- Acomptes provisionnels	0	111 071
- Remboursement Assurance Groupe	147	147
- Client avance sur F.E.C	595	354
- Produits à recevoir	262 242	917 787
- Produits à recevoir suite à la modification comptable		(244 971)
- Caution sur affaire fiscale	95 706	95 706
<u>Total brut</u>	<u>2 479 142</u>	<u>5 173 258</u>
- Moins Provisions sur autres comptes débiteurs	(496 198)	(381 284)
<u>Total Net</u>	<u>1 982 944</u>	<u>4 791 974</u>

NOTE 11 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Le détail des liquidités et équivalents de liquidités est le suivant :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Effets (*)	46 481	67 006
- Moins Provisions sur effets à l'encaissement	(44 249)	(44 249)
- Banques	5 068 659	11 421 394
- Caisse	544	2 524
- Sud invest trésorerie disponible	31 316	74 450
Total	<u>5 102 751</u>	<u>11 521 124</u>
(*)		
Dont:		
- Effets à l'encaissement (Leasing)	44 249	261 676
- Effets à l'encaissement (Factoring)	2 232	357 452
Total	<u>46 481</u>	<u>619 128</u>

Note 12 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Capital social	(A) 10 000 000	10 000 000
- Réserve légale	574 635	574 635
- Autres reserves pour risques divers	0	0
- Actions rachetées	(B) (70 461)	(27 450)
- Autres réserves	1 425 000	1 425 000
- Prime d'émission	3 250 000	3 250 000
- Résultats reportés	(5 215 072)	92 537
- Effets des modifications comptables	(662 188)	(662 188)
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	<u>9 301 914</u>	<u>14 652 534</u>
Résultat de l'exercice (1)	(4 646 436)	(5 307 609)
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>	<u>4 655 478</u>	<u>9 344 925</u>
Nombre d'actions (2)	1 000 000	1 000 000
Résultat par action (1) / (2)	-4,646	-5,308

(A) Au 31 Décembre 2005, le capital social est de DT : 10.000.000 composé de 1.000.000 actions d'une valeur nominale de DT : 10 libérée en totalité.

(B) Ces actions représentent 6 688 actions rachetées dans le cadre du contrat de régulation du cours de GL.

Le cours boursier moyen de Décembre 2005 s'élève à 8,500 DT.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2005
(exprimé en dinars)

NOTE - 13

	Capital social	Réserve légale	Réserves pour risques divers	Résultats reportés	Autres Réserves	Prime Émission	Actions Rachetées	Effets des modificat° comptables	Résultat de l'exercice	TOTAL
Solde au 31 DECEMBRE 2003	10 000 000	551 832	700 000	257 732	2 825 000	3 250 000	(61 708)	0	456 066	17 978 922
Affectations approuvées par l'A.G.O		22 803		(166 738)					143 935	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2003									(600 000)	(600 000)
Transfert au compte provisions			(700 000)		(1 400 000)					(2 100 000)
Actions rachetées							34 258			34 258
+/- value sur actions rachetées				1 542						1 542
Effets des modifications comptables								(662 188)		(662 188)
Bénéfice après impôt de l'exercice									(5 307 609)	(5 307 609)
Solde au 31 DECEMBRE 2004	10 000 000	574 635	0	92 536	1 425 000	3 250 000	(27 451)	(662 188)	(5 307 608)	9 344 925
Affectations approuvées par l'A.G.O				(5 307 608)					5 307 608	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2004										0
Transfert au compte provisions										0
Actions rachetées							(43 010)			(43 010)
+/- value sur actions rachetées										0
Effets des modifications comptables										0
Bénéfice après impôt de l'exercice									(4 646 436)	(4 646 436)
Solde au 31 DECEMBRE 2005	10 000 000	574 635	0	(5 215 072)	1 425 000	3 250 000	(70 461)	(662 188)	(4 646 436)	4 655 478

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
TABLEAU DES EMPRUNTS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005
(exprimé en dinars)

NOTE - 14

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Autres	Fin de période		
						Solde	Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>CREDITS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET AUTRES</u>								
Banque du Sud	30 000 000	6 669 285	5 000 000	3 447 857	0	8 221 428	5 737 142	2 484 286
UBCI	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0
B.D.E.T.	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0
BEST BANK	15 000 000	10 000 000	19 000 000	24 000 000	0	5 000 000	0	5 000 000
B.N.A.	1 500 000	99 900	0	99 900	0	0	0	0
CITIBANK	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0
AMEN-BANK	6 000 000	3 339 163	0	810 103	0	2 529 059	1 690 415	838 644
BH	10 000 000	8 036 012	0	1 875 270	0	6 160 742	4 153 208	2 007 534
ETAT	17 898 749	17 898 749	0	7 898 749	0	10 000 000	10 000 000	0
BEI	10 676 500	10 676 500	6 499 000	0	0	17 175 500	17 175 500	0
U.H.D	24 000 000	0	0	0	0	0	0	0
SANADETT SICAV	4 550 000	2 000 000	2 000 000	4 000 000	0	0	0	0
TUNIS AIR	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0
SPPI	13 518 000	3 000 000	3 000 000	6 000 000	0	0	0	0
FIDELITY OBLIG SICAV	4 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
SOTRAPIL	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0
ASTRAL	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
Total E.O	91 300 000	58 760 000	5 760 000	9 260 000	0	55 260 000	43 000 000	12 260 000
TOTAL GENERAL	264 943 249	122 479 609	43 259 000	59 391 879	0	106 346 728	81 756 266	24 590 464

NOTE 15 : PROVISIONS

Les provisions se détaillent par nature comme suit :

	2005	2004
- Provisions pour autres risques	25 334	5 506 296
<u>Total des provisions</u>	<u>25 334</u>	<u>5 506 296</u>

NOTE 16 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	2005	2004
Fournisseurs d'immobilisations		
- Factures d'achats d'immobilisations	230 283	416 206
- Fournisseurs, effets à payer	860 219	1 231 429
- Avances et acomptes versés sur commande	0	(1 400)
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>1 090 502</u>	<u>1 646 235</u>

Note 17 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	2005	2004
- Personnel, intéressement dûs	26 326	26 326
- Etat, retenues sur salaires	12 681	17 045
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	4 437	160 184
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	0	131 771
- Etat, TVA à payer	593 025	0
- Etat, TVA à payer / suite au redressement fiscal	1 133 739	0
- Etat, autres impôts (enregistrement contrat)	13 878	0
- Etat, autres impôts et taxes à payer	3 193	3 859
- C.N.S.S	49 345	56 399
- CAVIS	3 027	4 739
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés		
et autres charges	116 066	73 652
- Diverses Charges à payer	128 990	120 585
- Prov. / jetons de présence	42 000	
- Compte d'attente	56 980	28 650
- Produits constatés d'avance	2 789 552	3 158 187
- Produits constatés d'avance suite à la modification comptable		41 660
- Clients F.E.C	515	
- Clients créditeurs	1 686 424	1 937 613
- Personnel, rémunérations dûes	1 039	
<u>Total</u>	<u>6 661 217</u>	<u>5 760 669</u>

NOTE 18 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	2005	2004
- Echéances à moins d'un an sur emprunts locaux	24 590 464	32 243 170
<u>Sous total</u>	<u>24 590 464</u>	<u>32 243 170</u>
- Intérêts courus sur emprunts	3 730 354	2 798 892
- Banques, découverts		
<u>Total</u>	<u>28 320 818</u>	<u>35 042 062</u>

NOTE 19 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'analyse des engagements hors bilan se présente ainsi :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Contrats signés non mis en force	(1) 2 000 140	5 748 349
- Effets escomptés non échus	(2) 151 565	1 350 663
- Aval / Billet de trésorerie	10 000 000	10 000 000
- Garanties GL	7 750 650	9 297 124
<u>total</u>	<u>19 902 355</u>	<u>26 396 136</u>

(1) Il s'agit d'engagements de financement donnés aux clients par la société et pour lesquels les contrats ne sont pas mis en force, généralement en raison de l'indisponibilité du matériel.

(2) Certains effets reçus des clients en règlements de leurs créances sont escomptés auprès de banques de la place.

Le montant des effets escomptés au 31 décembre et à échoir au cours de l'exercice 2005 est porté en engagement hors bilan.

NOTE 20 : REVENUS NETS DE LEASING

L'analyse des revenus se présente ainsi :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Loyers de leasing	60 264 810	59 082 720
<u>Sous total</u>	<u>60 264 810</u>	<u>59 082 720</u>
- Transferts en Produits de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	3 744 646	4 095 957
- Produits réputés réservés en fin de période		
. Intérêts inclus dans les loyers	(5 924 203)	(3 744 646)
- Agios réservés suite à la radiation des créances		
- Agios réservés suite à la modification comptable		
<u>Variation des produits réservés</u>	<u>(2 179 557)</u>	<u>351 311</u>
<u>Revenus bruts de leasing</u>	<u>58 085 253</u>	<u>59 434 031</u>
A déduire :		
- Dotations aux Amortissements des Immobilisations en location	47 907 253	46 826 516
A ajouter :		
<u>Autres Produits D'Exploitations</u>	<u>85 518</u>	<u>2 584 285</u>
- Intérêts de retard	1 223	1 481 190
- Preloyers	72 442	14 407
- Frais de dossiers	11 853	18 253
- Autres produits		1 070 435
<u>Charges financières</u>	<u>8 188 782</u>	<u>8 622 701</u>
<u>Revenus nets de leasing</u>	<u>2 074 736</u>	<u>6 569 099</u>

NOTE 21 : REVENUS DE FACTORING

L'analyse des revenus se présente ainsi :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Commissions de factoring	206 064	279 281
- Intérêts de factoring	422 777	380 822
<u>total</u>	<u>628 842</u>	<u>660 103</u>

NOTE 22 : TOTAL DES REVENUS NETSRevenus nets de leasing2 074 7366 569 099Revenus de factoring628 842660 103TOTAL DES REVENUS NETS2 703 5777 229 202**NOTE 23 : REPRISES SUR PROVISIONS**

Le détail de ce poste se présente comme suit :

20052004

- Reprise sur Provisions

628 840

1 327 522

- Reprise sur Provisions Redressement fiscal

630 196

Reprise sur Provisions Nettes1 259 0361 327 522**NOTE 24 : CHARGES DE PERSONNEL**

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

20052004

- Salaires et compléments de Salaires

836 196

864 388

- Charges connexes aux Salaires

48 401

14 344

- Cotisations de sécurité sociale sur Salaires

142 599

142 253

- Autres Charges sociales

123 679

185 842

Total1 150 8751 206 827**NOTE 25 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS**

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

20052004

- Dotations aux Amortissements des Immobilisations incorporelles

17 637

19 655

- Dotations aux Amort. des Immob. Corporelles

248 622

226 618

- Dotations aux résorptions des Charges à répartir

202 385

160 486

Total468 644406 759**NOTE 26 : DOTATIONS AUX PROVISIONS**

Les dotations de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

20052004

- Dotations aux Provisions pour risques sur la clientèle

6 279 723

4 997 604

- Provisions suite à la modification comptable

0

759 767

- Dotations aux Provisions pour risques sur Autres Actifs

132 808

345 886

- Dotations aux Provisions / acheteurs

442 120

0

6 854 6516 103 257**NOTE 27 : DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES**

- Dotations aux Provisions pour autres risques

25 334

5 506 296

Total25 3345 506 296

NOTE 28 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Achat de matières et fournitures	70 753	82 465
<u>Total des achats</u>	<u>70 753</u>	<u>82 465</u>
- Charges locatives et de copropriété	18 402	15 409
- Locations	33 000	33 880
- Entretiens et réparations	32 090	44 315
- Primes d'assurances	66 103	51 281
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	1 658	743
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>151 253</u>	<u>145 628</u>
- Formations	2 551	3 161
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	126 589	92 060
- Publicités, publications, relations publiques	72 329	45 017
- Transports	17 077	13 948
- Déplacements, missions et réceptions	31 487	25 239
- Frais postaux et de télécommunications	87 750	110 203
- Services bancaires et assimilés	37 186	32 408
- Documentations	3 741	4 906
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>378 711</u>	<u>326 943</u>
- Jetons de présence	0	42 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>0</u>	<u>42 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	25 385	24 919
- T.C.L	60 000	60 000
- Droits d'enregistrement et de timbres	35 468	42 350
- Autres impôts et taxes	4 237	3 649
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>125 090</u>	<u>130 917</u>
<u>Total général</u>	<u>725 807</u>	<u>727 954</u>

NOTE 29 : PRODUITS DES PLACEMENTS ET PARTICIPATIONS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Revenus des Autres créances	328 898	102 925
- Revenus des valeurs mobilières et de placement	40 710	14 613
<u>Total</u>	<u>369 608</u>	<u>117 538</u>

NOTE 30 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Produits nets sur cessions d'immobilisations	339 185	229 734
<u>Total</u>	<u>339 185</u>	<u>229 734</u>

NOTE 31 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Charges / cession d'immobilisation	24 986	842 466
- Charges / cession d'immobilisation suite modification comptable		(759 767)
<u>Total</u>	<u>24 986</u>	<u>82 698</u>

NOTE 32 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun et notamment la loi n° 94-90 du 26 Juillet 1994 , de la manière suivante :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
<i>Bénéfice comptable avant impôt</i>	(4 578 891)	(5 129 795)
<i>A réintégrer</i>		
- Amortissements financiers	47 907 253	46 826 516
- Dotations aux Provisions	6 870 528	5 343 490
- Dotations aux Provisions pour autres risques	25 334	5 506 296
- Abandon du régime CEA		
(Rachat des contrats assurance vie du personnel GL)	179 862	
<i>A déduire</i>		
- Amortissements fiscaux	47 907 253	47 080 841
- Reprise sur Provisions ayant déjà subi l'impôt	0	255 000
<u>Bénéfice fiscal avant provisions</u>	<u>2 496 833</u>	<u>5 210 666</u>
Provisions pour créances douteuses 85%		4 429 066
Provisions pour créances douteuses 100%	6 870 528	
<u>Bénéfice fiscal</u>	<u>(4 373 695)</u>	<u>781 600</u>
A déduire le montant réinvestis au titre des souscriptions d'actions :	0	273 560
<u>Base imposable</u>	<u>(4 373 695)</u>	<u>508 040</u>
<i>Impôt au taux de 35%</i>	0	177 814
<i>Minimum d'impôt 0,1% CA TTC</i>	67 544	
<i>A imputer</i>		
- Acomptes provisionnels payés / Crédit d'impôt	320 484	111 071
<u>Impôt à liquider</u>	<u>(252 940)</u>	<u>66 743</u>

NOTE 33 : SOMMES VERSES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

	2005	2004
- Avances et acomptes au personnel en début de période	- (77 151)	(81 840)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ 54 340	77 151
- Autres créances sur le personnel en début de période	- (3 650)	(2 529)
- Autres créances sur le personnel en fin de période	+ 0	3 650
- Charges constatées d'avance en début de période	- (99 280)	(152 998)
- Charges constatées d'avance en fin de période	+ 41 306	99 280
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ 26 326	26 326
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	- (26 326)	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ 73 652	61 293
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	- (116 066)	(73 652)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ 17 045	12 992
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	- (12 681)	(17 045)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ 160 184	158 862
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	- (4 437)	(160 184)
- C.N.S.S en début de période	+ 56 399	41 977
- C.N.S.S en fin de période	- (49 345)	(56 399)
- CAVIS en début de période	+ 4 739	3 838
- CAVIS en fin de période	- (3 027)	(4 739)
- Diverses Charges à payer en début de période	+ 120 585	118 552
- Diverses Charges à payer en fin de période	- (128 990)	(120 585)
- TVA, payées sur biens et services	+ 119 306	228 404
- Charges de personnel	+ 1 150 875	1 206 826
- Autres charges d'exploitation	+ 725 807	727 954
- Impôts et taxes	- (125 090)	(130 917)
	<hr/>	<hr/>
<u>Sommes versés aux fournisseurs et au personnel</u>	<u>1 904 521</u>	<u>1 939 891</u>

NOTE 34 : INTERETS PAYES

	2005	2004
- Frais d'émission d'emprunt	+ 156 689	145 027
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	+ 2 798 892	2 669 762
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	- (3 730 353)	(2 798 892)
- Charges financières	+ 8 188 782	8 622 701
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	- (202 385)	(160 486)
	<hr/>	<hr/>
<u>Intérêts payés</u>	<u>7 211 625</u>	<u>8 478 112</u>

NOTE 35 : IMPOTS PAYES

	2005	2004
- Etat, impôts différés en début de période	-	(111 071)
- Etat, impôts différés en fin de période	+	0
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+	131 771
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	-	252 940
- Etat, Retenue sur placements en début de période	-	0
- Etat, Retenue sur placements en fin de période	+	0
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	3 859
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	(3 183)
- Impôts et taxes	+	125 090
- Impôts sur les bénéfices	+	(252 940)
<u>Impôts payés</u>	<u>146 466</u>	<u>34 465</u>

NOTE 36 : AUTRES FLUX DE TRESORERIE

	2005	2004
- Autres comptes débiteurs ' en début de période'	+	2 046 530
- Autres comptes débiteurs ' en fin de période'	-	(872 449)
- Comptes d'attente en début de période	+	28 650
- Comptes d'attente en fin de période	-	(56 980)
- Comptes courant GIS en début de période	+	7 596
- Comptes courant GIS en fin de période	-	(1 389)
- Autres produits constatés d'avance en début de période	-	(3 158 187)
- Autres produits constatés d'avance en fin de période	+	2 789 552
- Produits des placements	+	369 608
<u>Autres flux de trésorerie</u>	<u>1 152 931</u>	<u>(517 141)</u>

NOTE 37 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION**D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

	2005	2004
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	1 646 235
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	(1 090 502)
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+	680
- Investissements en Immobilisations corporelles	+	607 446
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+	27 650 688
- TVA sur Investissements	+	3 998 237
<u>Décaissements provenant de l'acquisition</u> <u>d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>	<u>32 812 784</u>	<u>82 313 670</u>

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS**DEFINITIFS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2005**

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier lors de votre Assemblée Générale du 28 juin 2004, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005.

1. Nous avons audité le bilan de la *Société Général Leasing* au 31 décembre 2005, ainsi que l'état de résultats, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à la même date ; ces états relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la *Général Leasing*. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2. Nous avons effectué notre audit selon les normes généralement admises, ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers, considérés dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'audit comprend l'examen, par sondage, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

4. Nous avons vérifié l'observation par la *Général Leasing* de la convention comptable de la permanence des méthodes. A ce sujet, nous avons relevé ce qui suit :

Des contrats de leasing non soldés au 31 décembre 2004 portant sur des équipements spécifiques donnés en location dont la valeur nette comptable totalisait à la même date 1.018.334 DT ont fait l'objet d'annulation au cours de l'exercice précédent en raison de la constatation de l'inexistence des biens en question. Cette opération avait eu pour effet de réduire d'égal montant la valeur nette des actifs immobilisés de la société en contrepartie des avances reçues des clients pour 258.567 DT et d'une perte exceptionnelle pour la différence soit 759.767 DT.

Au cours de l'exercice audité, les écritures enregistrées en 2004 ont été rétroactivement contre-passées et la perte exceptionnelle remplacée à due concurrence par des provisions. En conséquence les états financiers au titre de l'exercice 2004, présentés comparativement à ceux de l'exercice audité, ont été retraités.

Nous estimons que de telles corrections, effectuées en conformité avec les prescriptions de la norme comptable n° 11, sont de nature à préserver davantage les intérêts de la société. Des poursuites ont été engagées par la société contre les clients et les fournisseurs des équipements concernés.

5. Les procédures administratives, financières, comptables et informatiques ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation du système de contrôle interne qui a été remis sous forme de projet à la direction générale de la *Général Leasing* le 21 avril 2006, et sous sa forme définitive le 19 juin 2006. Dans ce rapport nous avons signalé notamment la nécessité d'asseoir la répartition des immobilisations destinées à la location, entre équipements spécifiques et équipements standards, sur des critères de distinction prédéfinis permettant la détermination annuelle de la valeur des garanties en tenant compte de la nature réelle des biens en question et par référence à des normes homogènes et régulières.

Nos conclusions consignées dans le rapport d'évaluation du système de contrôle interne font partie intégrant de notre présent rapport

6. Nous avons assisté à l'inventaire physique de la caisse au 31 décembre 2005.

7. Nos travaux ont été limités par :

L'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Cette omission constitue un cas d'inobservation, par la *Général Leasing*, des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.

Il en est de même des effets en portefeuille qui n'ont pas donné lieu à un inventaire physique à la date de clôture. Ces valeurs ont été, d'après les déclarations des responsables de la société, inventoriés postérieurement au 31 décembre de l'exercice audité, opération dont nous n'avons pas été avisés et à laquelle nous n'avons pas assisté. L'inventaire en question, faute d'avoir été documenté n'a pu être vérifié.

L'indisponibilité de rating et/ou d'informations actualisées sur la situation financière des relations de la *Général Leasing*, dont les engagements auprès du secteur se situent au delà des seuils fixés par l'article 2 de la circulaire 2001-12 de la Banque Centrale de Tunisie.

8. Des équipements spécifiques donnés en location n'ont pas été retrouvés sur les sites d'implantation des projets tels que spécifiés dans les contrats de leasing correspondants. Ces contrats totalisent en principal 309.213 DT dont 293.268 DT demeurent au 31 décembre 2005 dus par les clients de la société.

Conséquemment la société a couvert le risque de contrepartie correspondant à concurrence de ladite créance, et a engagé des poursuites judiciaires contre les débiteurs et les fournisseurs concernés.

9. Nous avons procédé à l'appréciation des risques inhérents aux engagements de la clientèle de la *Société Général Leasing* et à ses participations, conformément aux normes comptables et aux dispositions légales et réglementaires, notamment celles énoncées par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie n°91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001.

Les risques liés aux engagements de la clientèle et aux participations et devant donner lieu à une couverture par des provisions pour dépréciation portent au 31 décembre 2005 sur 30.028.134 DT dont 83.384 DT au titre des participations. En couverture des mêmes risques, la *Général Leasing* a constitué des provisions pour 24.039.414 DT réparties, au cas par cas, sur les créances et les participations et a réservé des agios pour 5.988.720 DT soit un total de 30.028.134 DT.

Nous estimons en conséquence que les provisions constituées et les agios réservés par la *Général Leasing* couvrent au 31/12/2005 raisonnablement les risques inhérents aux engagements de sa clientèle et à ses participations.

10. Nous avons accompli les diligences se rapportant à la pondération des actifs de la *Général Leasing* (classement) en conformité avec les normes professionnelles généralement acceptées et les termes des circulaires de la B.C.T n° 91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001.

Les actifs pondérés de la *Général Leasing* portent au 31 décembre 2005 sur 102.529.138 DT dont 2.025.078DT au titre des engagements hors bilan et représentent 79 % du total du bilan et des éléments hors bilan de la Société, diminués des avances de la clientèle (2.192.064 DT), des quotes-parts des produits constatées d'avance, ainsi que des provisions constituées et des agios réservés au 31 décembre 2005. Les fonds propres de la Société totalisent 4.257.490 DT et représentent environ 4,15 % du total des actifs pondérés.

11. En application des normes professionnelles généralement acceptées et des termes des circulaires de la B.C.T visées ci-dessus, nous avons procédé à l'étude, au cas par cas, de 80,07% des créances sur la clientèle. Notre étude a couvert 765 cas et a porté sur 109.008.452 DT pour un total de 136.136.487 DT.

La répartition par classe desdits engagements se présente au 31/12/2005 comme suit :

Engagements courants (0)	Engagements nécessitant un suivi particulier (1)	Engagements incertains (2)	Engagements préoccupants (3)	Engagements compromis (4)
55.308.601	20.093.404	8.024.785	12.241.146	40.468.551

12. Par référence aux circulaires de la B.C.T précédemment visées, nous avons procédé à l'étude de la division des risques et avons constaté que les engagements pondérés de 78 relations dépassent individuellement le seuil de 5% des fonds propres et que leur total dépasse la limite de 5 fois les fonds propres de la *Général Leasing*. Nous avons constaté également que les engagements pondérés de 14 relations dépassent individuellement le seuil de 15% des fonds propres et que leur total dépasse à son tour la limite de 2 fois les mêmes fonds propres de la Société, nous avons relevé enfin que les engagements de 10 relations dont 8 groupes de sociétés dépassent la limite de 25% des fonds propres de la *Général Leasing*. ces dépassements sont contraires aux prescriptions des articles 1 et 2 de la circulaire de la B.C.T n° 91-24 du 17 décembre 1991 tels que modifiés par les textes subséquents.

En application des termes des mêmes circulaires de la B.C.T, nous avons procédé à l'étude de la division des risques relatifs aux engagements des membres du Conseil d'Administration et des actionnaires possédant plus de 10% du capital social. Il appert que le total de ces engagements est inférieur à la limite fixée par les textes de référence ci-dessus visés.

13. Compte tenu des diligences que nous avons accomplies, et sous réserve de ce qui est mentionné au paragraphe 7 ci-dessus nous estimons que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2005 de la *Société Général Leasing*, tels que figurant aux pages 9 à 40 de notre présent rapport présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la *Société Général Leasing* au 31 décembre 2005 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables généralement acceptées.

14. En déduction des capitaux propres figure un montant de 70.460 DT représentant la valeur des actions de la société achetées par elle-même. L'acquisition et la conservation par la société de ses propres titres exigent, outre la réunion des conditions de fond prévues par l'article 19 de la loi 94-117, l'autorisation préalable et annuelle de l'assemblée générale des actionnaires. Les conditions de fond et de forme, en question, n'ont pas été observées par la société au titre de l'exercice audité.

15. En application des dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales, nous vous informons que les pertes cumulées subies par la société jusqu'au 31 décembre 2005 dépassent de de 3% la moitié du capital social.

L'augmentation de capital de 2.500.000 DT décidée au cours de l'exercice 2005 et réalisée durant les premiers mois de l'exercice 2006 a eu pour effet de situer les dites pertes à un niveau inférieur à 50% du capital social.

16. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration et du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Les informations sur les comptes contenues dans ledit rapport n'appellent pas de notre part de remarques particulières.

Tunis le 21 juin 2006

Ahmed Mansour

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2005

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En application des dispositions de l'article 29 de la Loi n° 65-2001 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit et de l'articles 200 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que votre conseil d'administration ne nous a avisé d'aucune convention conclue par la Société entrant dans le domaine d'application des articles précités.

Nous avons également l'honneur de vous informer que nous n'avons pas relevé à l'occasion de nos travaux de commissariat aux comptes de conventions conclues par la Société telles que prévues par les textes de loi sus-indiqués.

Tunis le 21 juin 2006

Ahmed Mansour